**Solidarité.** De nouvelles expulsions vont jeter prochainement des familles Roms à la rue. Un collectif d'associations s'insurge et dénonce le racisme dont l'Etat et les collectivités se rendent coupable.

# M comme mépris de la dignité

« Marseille, capitale du racisme anti-Rom », « Manouches, Tziganes, Roms pourchassés », « MPM, municipalité qui traîne en justice des familles sur le trottoir » pouvait-on lire sur les panneaux brandis dimanche matin à l'entrée du Pavillon M par des dizaines de militants d'associations solidaires.

« *Depuis 15 jours, 250 personnes sont à la rue dont ceux de Saint Antoine jetés d'un terrain à un autre et 900 autres vont l'être sans la moindre solution* », explique Caroline Godard de l'association Rencontres Tsiganes venue dénoncer « *l'inertie et la mauvaise volonté* » manifestées par les pouvoirs publics et les collectivités qui se renvoient le problème.

Pour Jean-Marc Bremond, du collectif Solidarité avec les Roms, « *L'Etat se tait ou nous répond avec mépris. Il s'agit d'une stratégie de la tension avec les habitants. On laisse pourrir des situations comme à la Capelette avec le désir sous-*

« L'Etat conduit une stratégie de la tension avec les habitants ».

PHOTO LAURENT SACCOMANO

*jacent qu'ils ne puissent même plus survivre ici pour qu'ils finissent par partir. C'est une stratégie ignoble dont on dirait qu'elle vise à intensifier la répression. On les jette dans une plus grand précarité.* » A ses yeux, la réquisition citoyenne pour les reloger est une « *solution réaliste* ».

« *Comment célébrer le Camps des Milles, lieu d'histoire, de souvenir et de mémoire et laisser des centaines de femmes et d'enfants dans des conditions inhumaines ?!* », s'est indigné de son côté Jean-Marc Coppola (PCF), le vice-président du conseil régional Paca et conseiller municipal de Marseille qui exigeait le respect de la circulaire interministérielle du 26 août 2012.

Ce texte pour ainsi dire mort-né prévoyait un diagnostic social individualisé en amont des expulsions afin de proposer des « *solutions d'accompagnement* ». Ces diagnostics par ailleurs coûteux n'ont jamais été aux yeux des associations de soutien à ces familles qu'un « *outil de tri et de propagande* » et ne servent en définitive que de « *simple alibi* » aux préfectures pour se justifier qu'elles sont raccord avec la circulaire.

« *Nous ne pouvons accepter plus longtemps cette politique absurde, indigne, discriminante et contraire aux droits de l'homme. Les bulldozers réduisent en charpies leur cabanes et leurs biens. Que deviennent les familles ? Où vont-elle s'abriter ? Comme poursuivre un accompagnement médical et scolaire ? Etre à la rue serait-il plus sûr que de vivre dans un bidonville ?* », interroge Philippe Dieudonné de la Ligue des Droits de l'Homme qui demande des solutions pérennes.

Après les expulsions de la Rose et de Saint-Antoine, le sort des 400 Roms de la Capelette doit être scellé en justice le 15 juillet prochain. On estime à 1400 le nombre de Roms à Marseille dont beaucoup sont installés depuis des années.

**DAVID COQUILLE**